

MOYEN-ORIENT PALESTINE ISRAËL - DARAJ – BEYROUTH

Publié le 18/01/2022 - 15:35

LES PESTICIDES, ARME DE GUERRE D' ISRAËL, CONTRE LES PALESTINIENS

Un bulldozer israélien détruisant une parcelle de terre agricole palestinienne à Hébron, en Cisjordanie, le 25 août 2021. Photo / HAZEM BADER / AFP

Les terres agricoles palestiniennes situées aux frontières du territoire israélien, qui constituent le poumon économique des Palestiniens, sont régulièrement l'objet d'incursions et de pulvérisations massives de pesticides, rapporte le site d'information libanais Daraj.

Dans la bande de Gaza et la vallée du Jourdain, le "rasage des cultures" palestiniennes par Israël à coups de bulldozers et de pesticides dévastateurs est devenu "récurrent", déplore un journaliste palestinien dans un article publié par le site Daraj.

Les forces israéliennes cherchent à étendre leur influence dans les zones les plus vitales et les plus fertiles des Territoires palestiniens, en s'en prenant à la production [agricole] locale palestinienne."

Jamil Abou Helmiya cultive des fraises et des pommes de terre dans le nord de la bande de Gaza. En janvier dernier, il voit débarquer six bulldozers israéliens, qui détruisent ses cultures, ainsi que des de superficie, ces terres représentent 14 % du territoire de la Cisjordanie. Dans cette région, 115 violations ont été enregistrées en 2021, pour des dommages estimés à 1,5 million de dollars.

Pesticides ultraconcentrés

Par ailleurs, les forces israéliennes effectuent régulièrement des pulvérisations de pesticides sur les terres agricoles à la lisière des territoires palestiniens, "prétendument pour lutter contre les mauvaises herbes". Mais pour un professeur cité par Daraj, ces produits posent problème :

Les herbicides et les produits chimiques utilisés par l'aviation israélienne sont à des concentrations qui atteignent dix fois les quantités autorisées." Cela constitue des risques réels pour les sols, mais aussi les sources d'eau, sans compter les dégâts immédiats sur les cultures et le fait que ces composés chimiques "menacent la santé des citoyens", souligne Daraj.

SOURCE ; DARAJ



La  OQP

annexée,
spoliée,
meurtrie,
humiliée
abandonnée

Le patrimoine palestinien se perpétue par la mode à travers les vêtements

Nathalie Tahhan créatrice Jérusalem

L'art de la broderie palestinienne est extrêmement régionalisé. De la Galilée à Ramallah, en passant par Jérusalem, chaque localité a apporté son style à un patrimoine centenaire. Que ce soit les coutumes, les ressources disponibles ou les influences extérieures, chaque aspect de la vie des Palestiniens peut être lu sur leurs tenues traditionnelles.

À Ramallah, on retrouve sur les costumes le rumi, une étoffe de lin tressée à la main à la blancheur caractéristique. Les motifs sont généralement rouges, issus de colorants naturels comme le carmin de cochenille.

De par son caractère cosmopolite, Jérusalem n'a pas vraiment de costume traditionnel. Les tenues qui y sont portées ont été énormément influencées par la mode internationale, utilisant néanmoins les soies colorées produites sur place.

Pour ce qui est de Naplouse, ville à tradition agricole, les broderies y sont rares et les vêtements, plus simples et utilitaires que dans d'autres régions plus urbaines de Palestine.

La broderie pour l'autonomie des palestiniennes

Tous ces aspects, l'entreprise Taita Leila tente de les restituer en les remettant au goût du jour. Noora Hussein, qui a créé l'entreprise en hommage à sa grand-mère Leila Hussein auteur du livre *L'Art de la broderie palestinienne*, et son unique assistante Alaa Shari arpentent les marchés de Ramallah à la recherche d'étoffes traditionnelles pouvant agrémenter leurs modèles. Elles emploient ensuite des couturières locales. Taita Leila se définit comme une « entreprise sociale », car elle fournit aux artisans palestiniens un travail régulier et permet ainsi aux femmes palestiniennes de gagner en indépendance financière. La petite entreprise palestinienne est ouverte sur le monde et propose d'expédier ses pièces partout au-delà des frontières, à qui souhaite acquérir un petit morceau de culture palestinienne.



Le patrimoine palestinien se perpétue par la mode à travers les vêtements

Nathalie Tahhan créatrice Jérusalem



Osama Silwadi : de la photo de guerre à la sauvegarde du patrimoine palestinien

Quand une balle l'a rendu invalide, Osama Silwadi a dû penser à sa reconversion. Photographe de presse ayant couvert les deux Intifadas, ce Palestinien met désormais son objectif au service du patrimoine culturel de son pays.

En 2006, à 33 ans, une balle perdue tirée par des combattants palestiniens le touche à Ramallah, en Cisjordanie occupée, dans le bureau où il travaillait. "J'ai entendu des tirs dans la rue, je me suis précipité à la fenêtre pour prendre des photos", raconte-t-il. Une balle lui transperce le ventre, la deuxième touche la colonne vertébrale. Après 40 jours de coma, il se réveille pour entendre un médecin lui annoncer qu'il ne remarchera jamais. "Je travaille même mieux qu'avant mon accident", affirme-t-il, revenant sur ses années à photographier le conflit qui déchire la Palestine depuis plus de 65 ans. "Etre si près de la mort et rester ensuite entre la vie et la mort pendant une longue période m'a rendu beaucoup plus spirituel et m'a aidé à voir la vie différemment, à la voir plus belle", dit-il.

LA DESTRUCTION DES MAISONS PALESTINIENNES EST UNE ARME AU SERVICE DE LA SOUTION FINALE DE LA PALESTINE



Jarrah à Jérusalem-Est, le 19 janvier 2022

Les ruines de la maison d'une famille palestinienne détruite par la police israélienne dans le quartier de Cheikh Jarrah. Après de multiples tentatives, la police israélienne a détruit mercredi avant l'aube la maison d'une famille palestinienne dans le quartier sensible de Cheikh Jarrah, devenu le symbole de la lutte contre la colonisation israélienne à Jérusalem-Est.

Des policiers se sont rendus au domicile de la famille Salhiya, menacée d'expulsion depuis 2017 et sujet d'une campagne de soutien dans les Territoires palestiniens et à l'étranger, et ont évacué ses membres, selon une vidéo mise en ligne par la police.

Un photographe de l'AFP a ensuite constaté la démolition de la maison à Cheikh Jarrah, quartier palestinien situé à Jérusalem-Est, partie orientale de la Ville Sainte occupée depuis 1967 puis annexée par Israël. Elle a été détruite par une pelle mécanique, selon des témoins.

"Au cours de la nuit, la police a mis en oeuvre l'ordre d'expulsion de bâtiments illégaux sur un terrain prévu pour une école destinée à des enfants demandant des soins particuliers à Jérusalem-Est", a indiqué la police dans un communiqué, ajoutant que la famille Salhiya avait refusé à "plusieurs reprises" de "consentir à rendre ce terrain".

Lundi, à l'arrivée des policiers pour tenter de les expulser, des membres de la famille Salhiya s'étaient retranchés avec un baril d'essence sur le toit de leur maison, menaçant de s'immoler s'ils étaient forcés de quitter les lieux.

Des négociations avaient suivi pour éviter des violences et la famille a déposé une requête auprès de la Cour suprême pour annuler l'ordre d'expulsion de la municipalité. On ignorait dans l'immédiat si la Cour avait rendu une décision.

Des centaines de familles menacées

Au cours de son opération nocturne, la police a indiqué avoir mené 18 arrestations. Des policiers étaient toujours sur place, au pied des ruines tôt le matin.

La famille Salhiya est menacée d'éviction depuis 2017, le terrain sur lequel se trouvait leur maison ayant été

alloué pour la construction d'une école. Les groupes de défense de cette famille estiment que l'école pourrait être construite ailleurs en ville.

En mai, des manifestations de soutien à des familles palestiniennes menacées d'expulsion à Cheikh Jarrah avaient dégénéré en heurts avec la police et des colons israéliens, des protestations qui avaient provoqué une nouvelle flambée de violences meurtrières entre Israël et le mouvement islamiste palestinien Hamas, au pouvoir dans la bande de Gaza, territoire palestinien sous blocus israélien.

A Jérusalem-Est, des centaines de familles palestiniennes présentes depuis des décennies sont confrontées à des ordres d'expulsion au profit de colons juifs. Sept familles ont déjà fait appel à la Cour suprême contre des avis d'expulsion.

Questions des plus épineuses

Quelque 210.000 Israéliens sont installés à Jérusalem-Est dans des colonies illégales au regard du droit international. Israël considère toute la ville de Jérusalem comme sa capitale, alors que les Palestiniens veulent faire de Jérusalem-Est la capitale de l'Etat auquel ils aspirent.

D'après la loi israélienne, si des juifs peuvent prouver que leur famille vivait à Jérusalem-Est avant la guerre de 1948 et la création de l'Etat d'Israël, ils peuvent demander à ce que leur soit rendu leur "droit de propriété". Une telle loi n'existe toutefois pas pour les Palestiniens ayant perdu leurs biens. Et les familles palestiniennes assurent avoir légalement acheté leurs propriétés aux autorités jordaniennes, qui ont contrôlé Jérusalem-Est de 1948 à 1967.

Mais selon la maire adjointe de Jérusalem, Fleur Hassan-Nahoum, le cas des Salhiya est "une tout autre histoire". La famille utilise illégalement un terrain qui ne lui a jamais appartenu, a-t-elle affirmé, assurant que la municipalité l'avait acheté "à des propriétaires arabes" afin d'y construire une école.

Le statut de Jérusalem est l'une des questions les plus épineuses du conflit israélo-palestinien qui dure depuis plus d'un demi-siècle, alors que les négociations de paix entre les protagonistes sont au point mort depuis plusieurs années. La communauté internationale n'a jamais reconnu l'annexion de Jérusalem-Est.

Après de multiples tentatives, la police israélienne a détruit tôt, mercredi 19 janvier au matin, la maison d'une famille palestinienne dans le quartier sensible de Cheikh Jarrah, à Jérusalem-Est. Des policiers israéliens se sont rendus avant l'aurore au domicile de la famille Salhiya, menacée d'expulsion depuis 2017 et sujet d'une campagne de soutien dans les Territoires palestiniens et à l'étranger, selon une vidéo mise en ligne par la police. Peu après cette opération, un photographe de l'AFP a constaté la démolition de la maison familiale ■